

ET LE VIDE



La marche de l'État est un vaste sujet en des temps normaux. Elle l'est encore plus face à une crise sanitaire.

Normalement, en tant que protecteur, régulateur et soutien de l'économie, l'État devrait être plus fort que jamais. Or, cette affirmation peut être largement nuancée. C'est presque une litote.

Un premier point tout d'abord : si on veut bien tirer quelques leçons de ce qui nous arrive, l'État libéral devrait être bel et bien mort, tué par le Covid 19. En effet, c'est un modèle qui a (entre autres) :

- cassé le système de santé public (nous recommandons à tout un chacun la lecture de la dernière livraison de la Cour des Comptes sur la gestion des lits de réanimation) ;
- érigé en vertu cardinale la mondialisation / dérégulation / délocalisation ;
- bradé les enjeux environnementaux, au point d'aller réveiller quelques monstres microscopiques inconnus ou endormis.

Il n'a en principe plus droit de cité. Sauf si on aime collectionner les catastrophes nationales, européennes et mondiales ...

Il ne faut d'ailleurs désespérer de rien. La preuve : même l'actuelle majorité, originellement peu suspecte de succomber à l'interventionnisme forcené, a cédé aux charmes de l'action publique, notamment via le « quoiqu'il en coûte ».

Mais il y a une dérive qui nous paraît pour le moins préoccupante, d'autant qu'elle dissimule (assez mal) un certain vacuité.

La dérive réside dans cette espèce d'emballement vers un Etat qui s'agite et donne l'illusion de maîtriser, d'encadrer et de prévoir. En fait, nous avons constaté cette déviance, quasiment depuis le début de la crise. La séquence qui s'est enclenchée, depuis les annonces concernant le confinement / non confiné, est allée aux confins du ridicule.

D'autant plus qu'en fait, cela cache parfois une vacuité qui ne tarde pas à apparaître derrière la frénésie précitée.

Nous en sommes des témoins privilégiés. Ainsi, on nous a exposé par le menu une future procédure vaccinale. Depuis la plateforme informatique jusqu'à la main qui allait tenir la seringue, tout est prévu et sous contrôle ... sauf qu'on n'a pas de vaccin !! (et qu'on ne sait pas quand on en aura ...). Si on veut raisonner par image, c'est une très belle usine, qui a des locaux, des ouvriers, un département informatique et (surtout?) un patron et une ribambelle de cadres. **Mais qui n'a pas de matière première !!** Certes, s'agissant de ce dossier, les errements de notre « technostructure » si on peut employer ce raccourci, sont à relativiser, car c'est un peu tout le monde qui y est confronté.

Par contre, nous avons un deuxième exemple qui montre, de plus près, une forme d'incapacité à s'adapter.

Dans la série « *l'État continue contre vents et marées* », on nous indique qu'il faut recevoir le public. Bien sûr. Mais on peut quand même avoir une déclinaison particulière, avec des mesures de réduction, au moins le temps de cette vague, afin de préserver la santé des agents et des usagers. A situation d'exception, mesures exceptionnelles ?

Et bien, **NON**, c'est impossible apparemment ...



Au final, cette évolution est assez préoccupante. Le citoyen n'a plus confiance dans le pouvoir politique. Mais, pour sa part, l'agent semble de plus en plus enclin à éprouver le même sentiment.

Ce dernier lui apparaît comme un colosse engoncé, assez peu capable de souplesse et d'adaptation, tout en affichant cette image de domination des éléments. En fait, soit dit en passant, pour nombre d'agents et d'agentes, le seul moment où l'État lui paraît capable « d'évoluer », c'est à son détriment, par des réformes et restructurations incessantes, dont le bien fondé est souvent à démontrer.

Bercy, Ministère si puissant soit-il (ce qualificatif mériterait débat ...) n'est pas épargné par ce mouvement de fond, bien au contraire comme le montrent les deux exemples ci-dessus.

On reconnaît volontiers que la gouvernance par temps de crise n'est pas chose aisée. Notre astre jupitérien avait évoqué un pays de « procureurs », ce qui n'était peut-être pas la formule la plus heureuse qui ait jamais été prononcée par un homme politique. Il est indéniable qu'un puissant ras-le-bol contre une forme de façon de conduire le char de l'État monte dans le pays.



**Nous nous devons
d'alerter
solennellement**

**sur le fait que cette défiance s'enracine
aussi parmi les serviteurs dudit char,
à savoir les agents eux-mêmes.**

**Le fait est trop grave
pour ne pas être médité !**